

**LES TENDANCES POLITIQUES EN RD CONGO**

**PAR**

**Hubert KABUNGULU Ngoy-K.**

Chercheur Associé  
Centre de gestion Stratégique Paix,  
Défense et Sécurité  
Chaire UNESCO de l'Université de Kinshasa

*Séminaire-Atelier sur le Renforcement de la Démocratie Parlementaire  
Organisé par l'Institut Sud-Africain des Affaires Internationales  
(SAIIA)  
Grand Hôtel Kinshasa, Novembre 2005*

Novembre 2005

## **Introduction**

Nous remercions l'Institut International des Affaires de l'Afrique Australe (SAIIA) de nous avoir associé à ce Séminaire-Atelier sur le Renforcement de la Démocratie Parlementaire. La difficulté de cette réflexion, c'est la problématique d'analyse d'une question d'actualité, d'une marmite en ébullition, *les tendances politiques en République Démocratique du Congo*.

Le Dictionnaire Robert définit une tendance politique comme synonyme de courant ou de mouvance politique à laquelle on appartient. Les tendances politiques s'expriment à travers les partis politiques. Or, » Les partis politiques remplissent des fonctions multiples et variées selon les pays et selon les régimes politiques où ils opèrent »<sup>1</sup>.

Finalement, parler des tendances politiques, c'est parler des relations existantes entre le parti et le pouvoir politique en République Démocratique du Congo. Dans le cadre de cette réflexion, les tendances politiques sont mises à lumière entre les différents partis politiques. Celles existant à l'intérieur du parti ne nous intéressent pas car, il s'agit d'un effort de saisie des rapports de force qui sous-tendent la lutte politique en RDC.

Puisque tendance est ici synonyme de courant politique, ne serait-il plus aisé s'agissant de la RDC, de faire allusion aux forces politiques en présence pour des partis qui, comme presque partout en Afrique, n'ont ni idéologie ni projet de société véritables comme assise de fondement philosophique et existentielle.

L'opération d'enrôlement et d'identification vient de le prouver à suffisance. Au lieu de mettre la période pré-électorale à la vulgarisation de leur programme d'action, presque tous les dirigeants des partis politiques sont rentrés dans leurs villages d'origine pour solliciter la voie, non pas de leur base électorale mais de leur base clanique ou tribale.

C'est pourquoi, les concepts tels que la gauche (socialiste) ou la droite (libéral) sont également des réalités vides de sens, de même que la notion de tendances qui pourrait exister entre les partis conservateurs et rénovateurs n'est pas familière à notre terminologie politique, même si on n'y fait pas parfois référence.

Pour comprendre comment surgissent les courants politiques à l'image de la culture politique congolaise, il serait bon de prendre du recul sur le processus de transition. Les tendances politiques, mieux les forces politiques en présence, semblent avoir connu une triple évolution résultant de trois grandes étapes de la transition à l'orée de l'année 90 :

- les tendances politiques de 1990 à 1997,
- les tendances politiques de 1997 à 2001, et
- les tendances politiques de 2001 à 2005.

### **1. Les tendances politiques de 1990 à 1997**

Le Congo compte 440 partis politiques au cours de cette période de la transition. Ces partis illustrent par une tendance à la cartellisation assez phénoménale.

Il y a dix ans de cela que nous écrivions : « Au Zaïre où la politique constitue un moyen d'enrichissement, de survie et même pour beaucoup, une profession, deux raisons semblent justifier cette prolifération des cartels.

- Les raisons objectives
  - Le manque de débats et de sincérité au sein des partis politiques et des plateformes où règnent l'intolérance,
  - Le clivage idéologique, sinon l'absence d'idéologie ;
  - La perspective de partage des dividendes politiques et des avantages matériels y afférents, sous le couvert d'une couleur politique ou d'une appartenance idéologique.
- Les raisons subjectives
  - L'absence de franchise des acteurs politiques ;
  - L'esprit de lucre »<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, la situation n'a guère évolué.

Ne vivant que l'espace d'un matin, les cartels et alliances politiques convergent toujours vers un recentrage pouvoir-opposition. La scène politique congolaise présente l'image d'un tableau où le ridicule le dispute à l'humour.

C'est dans la première moitié de la décennie 90 que « *le sommet du paradoxe* zaïrois est atteint par certaines formations politiques qui, partant d'un même statut, prônant le même idéal et la même idéologie, *éclatent en factions rivales*, impliquées dans des alliances politiques opposées et contradictoires. C'est notamment le cas du PDSC dont la faction Kamitatu est dans les FPC (Forces Politiques du Conclave), la faction Kititwa dans l'URD et la faction Boboliko dans l'USORAL. La palme d'or revient cependant à l'UDPS qui se retrouve dans toutes les familles politiques avec l'UDPS/Birindwa aux FPC, l'UDPS/Ruhana dans l'USORAL/URD, l'UDPS/Kibassa dans l'USORAL/Kibassa et l'UDPS/Tshisekedi dans l'USORAL/Tshisekedi ».<sup>3</sup>

Mais dans la réalité, à l'époque, la lutte politique oppose deux forces en présence, les « Mouvanciers » (la famille politique du Président Mobutu) aux Opposants, regroupés au sein de l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliés (USORAL) quand bien même il exista plusieurs oppositions. Entre les deux, il y avait des « Taupes », c'est-à-dire les faux Opposants ou les faux Mouvanciers. En effet, il y eut plusieurs oppositions parmi lesquelles l'UDPS/Tshisekedi apparaissait comme la force politique la plus émergente.

La presse congolaise et la littérature politique de l'époque ont fustigé la lutte politique qui opposait les « dinosaures »<sup>4</sup> ou « caciques » du MPR réfractaires au changement aux « jeunes turcs », initiateurs des partis du renouveau.

Mais « Finalement, au milieu de l'année 1996 l'échec de l'opposition démocratique et légaliste de laquelle la masse de déshérités escomptait voir modifier les rapports de force

connut une faillite indescriptible due notamment à l'échec d'une stratégie servile à l'égard de l'Occident, opportunisme des cadres politiques, limites des stratégies défensives, épuisement de l'espoir placé dans la CNS, découragement physique consécutif à la répression politique et à la misère, essoufflement de la non violence sélective groupusculaire spontanée ».5

Mobutu bénéficia ainsi *d'un mandat gratuit* de sept ans à la tête du pays, grâce à une stratégie d'anticipation et d'achat des consciences après plus ou moins 16 remaniements totaux ou partiels de gouvernement.

A travers le principe d'une transition dite non conflictuelle, pouvoir et opposition rivalisèrent d'ardeur dans l'enrichissement à travers un mécanisme édulcoré appelé, *partage équitable et équilibré du pouvoir*.

## **2. Les tendances politiques de 1997 à 2001**

La lutte politique sous le régime du Président L.D. Kabila s'illustre par une neutralisation des institutions et des partis politiques au nom de la sécurité et de l'ordre public.

Une année après la prise du pouvoir du 17 mai 1997, le nouveau régime est confronté à un criant conflit du leadership et à la crise des alliances au sommet, dont la guerre d'agression du 2 août 1998 entièrement soutenue par ses ex-alliés, le Rwanda et l'Ouganda. L'agrément de 4 nouveaux partis alliés de l'AFDL ouvre la petite brèche au fonctionnement limité des partis politiques à partir du 29 janvier 1999. Il s'agit de l'Union de la Gauche Congolaise (UGC) de Delphin Banza, du Mouvement pour la Démocratie et le Développement (MDD) de Kisombe Kiaku Muisi, du Parti des Sociaux Démocrates (PSD) de Kabuka et, de l'UDPS de Frédéric Kibassa Maliba. Seule l'UDPS Tshisekedi s'insurgea alors contre ce qu'elle appela « la dictature de Kabila ».

A travers *l'hibernation politique*, la guerre d'agression accorda une sorte de *mandat de grâce* au nouveau régime en consacrant le non-débat.

Enfin la monopolisation du pouvoir par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) avant sa dissolution en 1999 ainsi que ses contradictions internes et externes se soldèrent par la disparition tragique du Président Kabila en janvier 2001.

En résumé, les partis politiques n'ayant pu s'exprimer librement, on ne saurait parler de tendances politiques au cours d'une période où la lutte politique n'est pas autorisée.

### 3. Les tendances politiques de 2001 à 2005

Ce chapitre sera développé avec plus ou moins force détails.

Après une traversée de presque à vide politique, il faudra attendre juin 2003 pour que la mise en place des institutions de la transition relance le débat sur la vie politique en RDC.

La caractéristique de cette période semble l'existence des *tendances formelles* issues de l'Accord Global et Inclusif où la représentation dans les institutions de transition est fondée d'une part sur la participation des Composantes (ex-Gouvernement, MLC, RCD, Opposition politique, Société Civile), et Entités (Maï – Maï, RCD/KML, RCD/N) au dialogue intercongolais, d'autre part. La composante ex-Gouvernement, c'est le PPRD d'aujourd'hui. Théoriquement les trois grands partis au pouvoir se réclament idéologiquement de gauche.

Parti d'obédience socialiste, le MLC a pour cheval de bataille la justice sociale avec l'homme comme principal centre d'intérêt à travers son idéologie, le nationalisme<sup>6</sup>. Le PPRD se définit comme un courant socio-démocrate agissant dans l'intérêt général à travers sa doctrine, le patriotisme rénovateur<sup>7</sup>. Le RCD prône elle aussi la socio-démocratie mais dans la diversité et comme le MLC et le PPRD s'engage à œuvrer pour la population<sup>8</sup>. Se définissant également comme un parti de gauche, l'UDPS, bien qu'absente des institutions, s'illustre incontestablement par une idéologie de type contestataire radicale, caractérisée de tous les temps par le refus du pouvoir régnant.

C'est au Parlement bicaméral actuel que les tendances s'expriment et se dessinent manifestement. Et c'est là que la politique congolaise offre ses mystères.

#### a. Au niveau du Sénat

On distingue ainsi trois courants politiques à l'intérieur du Sénat<sup>9</sup> :

- *les grandes forces* : constituées du PPRD, du RCD et du MLC. Elles s'illustrent par une direction dont dépendent les attitudes et les comportements des membres. On y observe une discipline selon l'option prise par la direction du parti.
- *les forces intermédiaires* : regroupant l'Opposition politique non-armée et la Société Civile, dont une partie se rallie tantôt au MLC, tantôt au PPRD ou au RCD selon les enjeux ;

C'est ici que d'autres composantes reprochent à l'Opposition politique et particulièrement à son Coordonnateur, A. Z'Ahidi Ngoma, de ne pas jouer le leadership de l'Opposition ; de ne pas drainer le courant dont il se réclame en mettant tout le monde d'accord derrière lui. La Composante Opposition est en réalité une organisation *sui generis* envers laquelle les partis qui s'estiment oubliés dans la gestion de la transition n'ont pas de compte à rendre.

- *les petites forces* : constituées de Maï-Maï et du RCD/KML. Le RCD/N est allié au MLC par les accords de Gbadolite mais cette alliance est de plus en plus sujette à caution, ce dernier jouant tantôt pour le MLC tantôt pour le PPRD.

A part les trois grandes forces, cette recomposition n'est pas tranchée puisque chaque Entité ou Composante agit plus ou moins de manière indépendante. De toute évidence, il s'observe une sorte de complicité tacite MLC-PPRD qui se considèrent comme du camp de la patrie devant certaines questions d'intérêt national face au RCD.

De cette configuration se dégagent sur le plan pratique une dynamique à double facette, la tendance RCD et la tendance PPRD. Mais la véritable lutte se joue dans la chambre basse chaque fois qu'il s'agit de vote des questions sensibles.

### **b. Au niveau de l'Assemblée Nationale**

Quant au fonctionnement de l'Assemblée Nationale, il s'illustre par une opposition, mieux une superposition des affinités à travers des schémas qui ne sont pas idéologiques.

Dans la réalité, on y distingue trois tendances<sup>10</sup> :

- *les affinités partisans* : elles témoignent d'un parti pris, d'une opinion qui n'est ni, idéologique ni inconditionnelle, par une prise de position imprévisible de la Société Civile et de l'Opposition Politique tantôt en faveur du RCD tantôt en faveur du PPRD. Paradoxalement, dans cette lutte, soit le MLC apparaît de plus en plus comme une force qui porte la majorité et entraîne la majorité de son côté, soit le PPRD et, vice versa. Le RCD/MI, le Mai-Mai et l'Opposition Politique apparaissent souvent comme un appendice du PPRD. Selon l'enjeu, il arrive que le RCD entraîne le reste.

- *les affinités sociologiques* : elles sont liées à l'appartenance régionale et engendrent une sorte de solidarité agissante des députés originaires de telle ou de telle province. A l'intérieur, on retrouve des groupuscules ethniques, tribales, voire familiales qui fonctionnent plutôt bien, particulièrement lors de vote du budget, pour défendre les intérêts de la contrée dont on est originaire;

- *les affinités interpersonnelles* : résultent des origines scolaires, associatives, mutualiste, etc.

Les affinités d'intérêt ou partisans sont prépondérantes suivant les divisions qui sont apparues au sein de l'Assemblée. Beaucoup d'exemples le prouvent. Les rapports de force éclatent a grand jour face aux grands enjeux.

C'est ainsi que la désignation et la mise en place dans les entreprises publiques et d'économie mixte, dressa une Composante, l'ex-gouvernement, et une Entité, les Mai-Mai, contre les autres Composantes. Bemba et Kabila s'en sont remis à l'arbitrage du CIAT. Le FONUS Olenghankoy considéré comme proche du PPRD adressa une critique virulente à l'encontre de Joseph Kabila.

Concernant le projet de loi sur l'amnistie qui touche l'assassinat de L.D. Kabila, le RCD appuyé par le MLC, l'Opposition politique incarnée par Z'Ahidi Ngoma, Président de la Force du Futur et le RCD/N de Roger Lumbala soutiennent l'amnistie générale tel que convenu dans l'AGI, pour protéger les membres de leurs partis cités dans l'assassinat du Chef de l'Etat. La famille politique de J. Kabila a imposé ce qu'on appelle l'« insise », arguant que l'assassinat de l'ancien Chef de l'Etat doit être qualifié comme un crime de droit commun plutôt qu'un crime politique. Tandis que le PPRD

et les Maï-Maï émettent des réserves estimant que cette loi va profiter aux assassins présumés de L. D. Kabila. Seuls les Maï-Maï se sont abstenus de voter la loi sur la nationalité. Pour les Maï-Maï il fallait faire allusion, non pas seulement au vocable ascendant, mais des ascendants ayant la nationalité congolaise. L'objectif visé par leur revendication était d'éviter d'accorder implicitement la nationalité congolaise à toutes les personnes d'expression kinyarwanda. Le RCD et le MLC soutenaient la double nationalité.

Un autre sujet qui divisa les Composantes, c'est le projet de loi sur la décentralisation. Celui-ci n'a jamais été soumis au débat, la Banque Mondiale ayant présumé qu'il entraînerait la multiplication des centres d'ordonnement et un coup fatal au programme convenu avec le Gouvernement.

La Composante ex-Gouvernement s'est retiré de l'Assemblée Nationale ayant perdu le vote concernant la Loi sur la défense. Il a fallu des négociations pour trouver un compromis sur l'effectif de la Garde Spéciale de la Sécurité Présidentielle (GSSP) pour voir cette Composante reprendre son siège. La question de savoir si la Garde sera constituée d'une Division ou d'une Brigade fut renvoyée sine die à une loi organique, etc.

Malgré le principe du consensus qui préside à la prise de décision parlementaire, le PPRD semble verrouiller l'Assemblée Nationale Congolaise à l'aide des alliances parfois contradictoires.

Comme a pu le démontrer le débat et la psychose du 30 juin 2005 suscités par le Parti Lumumbiste Unifié (PALU) et l'UDPS sur la durée de la transition, cette dernière constitue une force politique avec laquelle il faut toujours compter. Même absente des institutions de la transition, l'UDPS a un rôle majeur à jouer dans l'équilibre de celles-ci, compte tenu de son aura populiste.

C'est pourquoi aujourd'hui toutes ces forces peuvent se ramener à quatre tendances politiques : le *MLC*, le *PPRD*, le *RCD*, et l'*Opposition non institutionnelle* (UDPS/Tshisekedi et Alliés). L'*Opposition* dite institutionnelle de Z'Ahidi Ngoma est souvent apparentée au PPRD. Mais il arrive que l'UDPS se retrouve seule contre tous, comme c'est fut le cas le 30 juin et, présentement, au sujet de l'identification et de l'enrôlement des électeurs qu'on serait tenté de parler de deux courants politiques prédominantes : *les Composantes et Entités au pouvoir et l'Opposition non institutionnelle*. Ainsi, en s'attaquant aux intérêts vitaux du RCD, du MLC et du PPRD, l'UDPS s'engage dans une lutte épouvantable en obligeant ses adversaires à constituer un front commun par réflexe de survie.

C'est vraisemblablement la résultante de la nouvelle redistribution des cartes que l'Accord Global et Inclusif sur la transition en RDC appelle *le partage des responsabilités* entre les Entités et Composantes.

## **Conclusion**

L'analyse du débat politique congolais n'est pas toujours aisée. Il est généralement très dynamique, complexe et multidimensionnel.

L'histoire des partis politiques au cours de ces quinze dernières années atteste en effet que le débat politique se cristallise de tous les temps entre le pouvoir et l'opposition autour desquels gravitent, se font et se défont toutes sortes d'alliances.

Faute d'idéologie, les partis politiques s'expriment à travers des alliances de circonstances et éphémères qu'il n'est pas évident d'établir une ligne tranchée entre toutes les tendances politiques existantes en RDC.

En somme, les tendances politiques sont subordonnées aux affinités commandées par l'intérêt ponctuel plutôt que par une considération de nature idéologique, d'où le phénomène de cartélisation.

Dans un mélange où se côtoient les « dinosaures » et les « jeunes turcs », les « taupes » et les « caïmans », les « colombes et les faucons », bref, comme le disait si bien Didi Mitovelli en parlant de classe politique congolaise, « A la République des caméléons, qui peut prétendre connaître exactement les couleurs de chacun ?<sup>11</sup> ».

Nous sommes d'accord avec Ngbanda que « Le Zaïre est malade de son élite »<sup>12</sup>. Il va sans dire que le Congo est confronté depuis 1990 à un sérieux problème de déficit de leadership sans la résolution duquel tout développement intégral serait illusoire. C'est une question fondamentale qui nécessite une recherche-action pour aider les dirigeants congolais à s'en sortir.

Le peuple congolais essoufflé par les effets de la guerre tolère mais ne se reconnaît pas dans ses représentants qu'il n'a jamais élus. Les partis ne s'exprimant qu'à travers les acteurs politiques, la logique des Composantes et Entités fausse le débat démocratique tant au Parlement que dans le reste des institutions de la transition. Au lieu de privilégier dans les débats la cohésion, la concorde et l'intérêt national, c'est le bien-être personnel et la recherche de l'argent qui priment car on n'est pas sûr du lendemain. Cette pratique porte sérieusement atteinte à l'exercice de la démocratie, à l'efficacité de l'action parlementaire et met en danger le processus de transition dans son ensemble.



### Notes et références

- <sup>1</sup> Mulumbati N., Introduction à la science politique, Ed. Africa, Kinshasa-Lubumbashi, pp. 117-120 cité par Epee G., « Le parti et pouvoir politique », voir Ngoma-Binda P, (S.dir.), *Marketing et stratégie d'action d'un parti politique*, Publication de l'IFEP, Kinshasa, 1997, p.19.
- <sup>2</sup> Samba, K. « Le programme politique comme guide de l'action quotidien d'un parti politique », voir Ngoma-Binda, P. , *ib.*, p.33.
- <sup>3</sup> Kabungulu H., *La transition démocratique au Zaïre*, Avril 1990-juillet 1994, CIEDOS, Kinshasa, p.265.
- <sup>4</sup> Braeckman C., *Le dinosaure : Le Zaïre de Mobutu*, Fayard, Paris, 1992.
- <sup>5</sup> *Jeune Afrique Economie*, 2 juin 1997, pp.59-60
- <sup>6</sup> *Interview d'un Député MLC*, membre du Secrétariat Exécutif National à Kinshasa le 1<sup>er</sup> avril 2005. Voir aussi les Statuts du MLC.
- <sup>7</sup> *Interview d'un Député PPRD*, à Kinshasa le 31 mars 2005. Voir aussi les Statuts du PPRD.
- <sup>8</sup> *Interview d'un membre du Collège des Fondateurs du RCD*, à Kinshasa le 31 mars. Voir aussi les Statuts du RCD.
- <sup>9</sup> Interview d'un Sénateur, accordée à Kinshasa le 26 mars 2005. voir Kabungulu, N., *Les partis politiques et le développement de la RD Congo*, lire <http://www.chaireunesco.org>
- <sup>10</sup> *Interview du Député Lutundula A.* à bord de SAA entre Johannesburg et Kinshasa, le 25 mars 2005. lire Kabungulu, N., *ib.*
- <sup>11</sup> Didi M., « La République des caméléons », in *Les Tempêtes des Tropiques*, 23-24 mars 1993, cité par Kabungulu N., *op.cit.*, p.265.
- <sup>12</sup> Ngbanda H., *La transition au Zaïre*, Noraf, 1995.